

## 62. MÉDIAS DOMINANTS, MOUVEMENTS SOCIAUX ET MOBILISATIONS INFORMATIONNELLES

Fabien Granjon

*in Michel Pigenet et al., Histoire des mouvements sociaux en France*

La Découverte | « Poche/Sciences humaines et sociales »

2014 | pages 681 à 687

ISBN 9782707169853

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/histoire-des-mouvements-sociaux-en-france--9782707169853-page-681.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

---

*Médias dominants,  
mouvements sociaux  
et mobilisations informationnelles*

FABIEN GRANJON

**E**N FRANCE, LA PLUPART des acteurs de la critique sociale n'ont compris que tardivement l'intérêt qu'ils avaient à envisager de nouvelles pratiques de communication numérique complémentaires des investissements médiatiques qui étaient jusque-là les leurs. Au début des années 1980, ils n'étaient encore qu'une poignée à considérer les premiers dispositifs télématiques comme des innovations susceptibles de leur permettre une plus grande efficacité dans la conduite de leurs objectifs. Divers impératifs ont cependant tempéré cet enthousiasme. D'abord celui de la professionnalisation, auquel peu d'organisations militantes ont pu répondre. Les coûts d'équipement, d'exploitation puis d'utilisation se sont avérés, la plupart du temps, dissuasifs. Les organisations désireuses de s'engager dans l'aventure des « nouveaux médias » se sont généralement retrouvées dépendantes de fournisseurs d'accès extérieurs. Ce qui n'a pu que les rendre encore plus méfiantes envers les logiques de marchandisation de l'information caractéristiques de la paléo-télématique. Ainsi les potentialités techniques les plus attractives, c'est-à-dire celles qui auraient permis de gagner une autonomie médiatique et d'inscrire au sein même du dispositif technique la nature militante de l'action collective, n'ont-elles guère été explorées.

Les expériences les plus probantes ont accompagné les mobilisations de haute intensité à des fins de coordination. Ce fut le cas, par exemple, avec l'usage des messageries en ligne proposées par les services Télétel, en 1988-1989, lors du mouvement des infirmières (pour une revalorisation de leur profession) ou avec le Minitel, en 1992, pendant la grève du ministère des Finances [Kergoat, 1994]. Mais le lien entre mouvements sociaux et dispositifs de communication numérique s'est surtout manifesté en novembre-décembre 1995, à la faveur de l'arrivée à maturité de l'Internet grand public et d'une large mobilisation sociale [Granjon, 2001]. Dès lors, les réseaux

télématiques allaient devenir un élément parmi d'autres du répertoire d'action des mouvements sociaux. Outre la fluidification et la simplification de certaines activités organisationnelles, Internet a permis de construire des mobilisations informationnelles critiques de la production des médias dominants [Cardon et Granjon, 2010], lesquelles ont évolué au fil des ans, sous le double effet de l'innovation technique et des logiques sociales.

#### LA RUPTURE DU MOUVEMENT SOCIAL DE NOVEMBRE-DÉCEMBRE 1995

---

Le mouvement social de novembre-décembre 1995 ouvre, en France, un nouveau cycle de luttes et marque le retour de la question sociale. Depuis mai 1968, la France n'avait pas connu de luttes sociales de cette ampleur. La mobilisation (grèves, manifestations massives – surtout en province) prend forme sur fond de crise du politique, de la démocratie représentative et répond à l'exaspération que suscite une pensée unique faisant du capitalisme mondialisé un horizon indépassable. Pratiquement, c'est le rejet massif d'une réforme présentée par Alain Juppé, alors Premier ministre, visant à casser le régime de retraite des salariés qui a lancé la contre-offensive sociale.

Aux côtés des travailleurs des services publics luttant pour défendre leurs acquis sociaux fondamentaux (retraite et sécurité sociale), on trouve : les étudiants, qui ne tolèrent pas la tentative de mise en pièces du système d'enseignement supérieur orchestrée par le ministre de l'Éducation nationale d'alors, François Bayrou ; des acteurs collectifs nouvellement organisés comme les chômeurs et les « sans » (sans-papiers, sans-toit), relayés par diverses associations comme l'Association pour l'emploi, l'information et la solidarité des chômeurs et travailleurs précaires (APEIS), le Mouvement national des chômeurs et précaires (MNCP), AC !, Droits devant !, le DAL ; les centrales syndicales anciennes (l'aile gauche de la CFDT, FO, la CGT – dont le rôle fut essentiel) et nouvelles (groupes des 10, SUD, etc.).

Les principales revendications du mouvement situaient les enjeux de la lutte directement au stade de l'intérêt général. Elles embrassaient tous les domaines de la reproduction sociale et pouvaient se lire comme les prémices d'un mouvement de contestation plus large qui, en France, devait s'amorcer dans son sillage : le mouvement altermondialiste.

#### MÉDIAS DOMINANTS VS MOBILISATIONS INFORMATIONNELLES

---

Le traitement réservé par les médias dominants au mouvement social de novembre-décembre 1995 est symptomatique des interférences entre les

champs journalistique, politique et de la critique sociale. La façon de traiter l'information est en soi un enjeu politique et joue un rôle non négligeable dans l'issue des conflits sociaux, notamment en ce qu'elle détermine le soutien ou non de l'opinion publique. La couverture médiatique du conflit révèle un traitement partial des événements. La majorité des médias dominants (presse écrite et audiovisuelle) présentent le conflit comme une lutte corporatiste de « privilégiés » opposés par principe à la mise en place de « réformes nécessaires » censées moderniser une « France bloquée ». Les Français ne l'entendent pas, toutefois, de cette oreille et le mouvement met bientôt à jour le double dissensus entre la population et son gouvernement, mais également entre la population et un espace public médiatique apparu comme le porte-voix des mesures gouvernementales.

Le mouvement social de novembre-décembre 1995, disqualifié en réaction rétrograde, ignorerait les nouvelles réalités économiques et prendrait les citoyens en « otages », au risque de menacer le lien social et l'économie du pays. Après une première phase de mise en accusation systématique, la seconde joue plutôt sur la minoration. Alors que le mouvement social demeure puissant, sa couverture médiatique tend à s'amenuiser. Le maintien des grévistes en marge des espaces publics médiatiques souligne la dévolution des médias dominants aux élites (journalistes, experts, chefs d'entreprise, politiques, etc.), desquels sont exclus les acteurs de la critique sociale. Cette logique discriminatoire focalise l'essentiel des reproches adressés aux journalistes.

Plus encore que dans ce « déni médiatique » – un classique des relations orageuses que le champ journalistique entretient avec celui de la critique sociale –, la véritable nouveauté réside dans l'appropriation d'Internet par les acteurs du mouvement. L'existence d'un front unitaire constitué de réseaux de militants géographiquement et organisationnellement dispersés pose une série de questions aux entrepreneurs de mobilisation du mouvement (syndicats, associations, coordinations, etc.) quant aux formes de l'action collective, aux coûts de la mobilisation, à la structuration et à l'entretien d'un mouvement multipolaire. L'Internet constitue un nouvel appui logistique qui facilite les échanges et permet de créer des « ateliers virtuels », point d'ancrage à la conception et à la préparation de certaines mobilisations. Il rend possibles de nouvelles modalités militantes, d'autres façons de gérer les compétences et participe à la création de nouveaux répertoires d'action (appels à la mobilisation, réseaux d'alerte, *sit-in* virtuels, pétitions en ligne, *mail-bombing*, etc.). Il autorise aussi l'émergence de nouveaux modes coopératifs de production, de circulation et de consommation de l'information, ainsi que la création de nouvelles arènes d'expression publique (sites, listes de diffusion, forums) qui sont à voir comme une critique en actes de la forme dominante de l'espace public médiatique. La nécessité de ne pas laisser le monopole des représentations officielles et des cadres de perception de l'injustice aux

médias trouve ainsi dans Internet la condition de possibilité de sa mise en œuvre concrète.

En cette fin d'année 1995, ces opportunités numériques se sont peu concrétisées, mais c'est bien durant cet épisode que les premières prises de conscience militantes ont lieu. Pour la première fois, Internet est considéré comme un moyen d'argumenter et de justifier les revendications, de garantir une couverture minimum aux actions, d'étendre le potentiel de mobilisation et de s'assurer d'un capital de sympathie plus important. Les nouvelles arènes publiques ainsi offertes servent à créer des tribunes d'expression dégagées des contraintes inhérentes aux circuits classiques de production et de diffusion de l'information.

#### DES LISTES DE DIFFUSION...

---

Les propriétés des technologies de communication sur réseaux s'avèrent, de fait, particulièrement adaptées aux projets militants et aux mobilisations informationnelles : allègement des contraintes éditoriales, réduction drastique des coûts de diffusion, modèle de communication *many to many* (par opposition au modèle *one to many* des médias dominants – un seul émetteur, l'annonceur, s'adressant à de multiples personnes), facilités de production coopérative et ouverture d'un espace de participation élargie permettant une plus grande interactivité. De façon tout à fait singulière, ce sont d'abord les militants les moins organisés et les groupes les plus périphériques qui s'en saisissent avec le plus d'enthousiasme et privilégient ainsi l'horizontalité sur l'organisation verticale et hiérarchique.

C'est au lendemain du mouvement social de novembre-décembre 1995 que naît, notamment, le Réseau associatif et syndical R@S (avril 1996-décembre 2009), dans le but de répondre aux besoins en information-communication propres aux mobilisations d'ampleur dont certaines phases peuvent rencontrer des problèmes d'échanges et de coordination [Granjon et Torrès, 2012]. Avec d'autres (e.g. Internatif, Altern.org, Globenet, Samizdat, etc.), le R@S fonctionne comme acteur discret mais majeur de structuration et de développement du sous-champ spécifique de l'espace des mouvements sociaux, celui travaillant à l'acculturation et à l'appropriation des technologies de la néotélématique par les militants [Mathieu, 2004]. Il s'agit d'encourager, de faciliter et de promouvoir les usages de l'informatique connectée par les groupements « œuvrant pour les droits de la personne, les droits des travailleurs et le soutien aux peuples en lutte pour leur émancipation ». Le R@S inaugure ainsi une cause et une forme d'engagement singulières, portées par l'exigence de construire un Internet à la croisée de préoccupations militantes et d'inscription de l'action collective dans un rapport non marchand aux outils d'information et de communication. Principal centre de ressources numériques et de partage d'expériences militantes, il

propose, notamment, des adresses électroniques et de très nombreuses listes de diffusion, outils essentiels pour des structures comme AC !, SUD, Alternatifs, Ras l'front, la Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception (CADAC), Les Verts, les Marches européennes contre le chômage, Attac, etc. Parallèlement, la naissance de Samizdat offre un second espace au développement d'une culture de l'activisme sur le réseau en France. À la différence du R@S, plus proche des mouvements sociaux et des syndicats, Samizdat est plutôt en affinité avec les milieux libertaires et radicaux et se constitue en lieu de coordination et d'échanges électroniques pour les mouvements d'obédience autonome. Doté d'un site web, mais également articulé à de nombreuses listes de diffusion (e.g. conflit\_), il devient un important pourvoyeur de ressources pour une organisation comme Act Up Paris ou le mouvement des sans-papiers.

Au début des années 2000, les militants altermondialistes trouvent, eux aussi, dans le réseau des réseaux un espace particulièrement adapté à la construction de nouvelles formes de mobilisation et d'engagement transnationaux. Le cas d'Attac est emblématique de cet investissement numérique, lequel intensifie de manière inédite les débats, donne davantage de visibilité aux expertises et concourt à porter certains processus décisionnels. Les occasions d'échange entre militants et dirigeants en sont notoirement multipliées, ce qui contribue par là même à modifier les rapports de pouvoir au sein de l'organisation [Trautman, 2001]. L'évolution la plus intéressante tient sans doute à l'émergence d'une arène médiatique propre au mouvement altermondialiste, composée de communautés d'action et d'espaces de représentation variés, au sein de laquelle les dimensions à la fois locale, nationale et internationale s'interpénètrent. Son existence permet d'assurer une meilleure représentation des luttes altermondialistes et de favoriser la construction des identités d'un mouvement alors en pleine croissance, bien au-delà des cercles militants qui travaillent directement à son édification. À l'époque, ces « nouveaux » espaces publics sont l'un des lieux de la reconstruction de figures de la critique sociale et politique. Ils s'avèrent *de facto* porteurs de discours qui contredisent la dépolitisation supposée de la jeunesse, démentent l'orientation vers le témoignage compassionnel des formes d'expression publiques et participent au renouvellement des modalités de participation à la chose publique [Granjon, 2005].

#### ... AU WEB PARTICIPATIF

---

Les usages militants de l'Internet se sont aujourd'hui banalisés. Si les dispositifs en ligne ne sauraient être considérés comme premiers dans la structuration des engagements, ils participent néanmoins à la manière dont certains groupements de la critique sociale se structurent, agissent, définissent

leurs postures de relation à l'action, négocient les modalités de leurs activités et décident d'investir l'arène médiatique. Ces dernières années, l'émergence du Web participatif et des sites de réseaux sociaux (blogs, Twitter, Facebook, etc.) a introduit un renouvellement du répertoire militant des activités télématiques, mais il a surtout permis que se produise une réappropriation plus ouverte de l'espace global du débat public. Il est en effet devenu beaucoup plus facile pour les individus ayant accès à Internet de s'envisager comme producteurs/diffuseurs, et ce sans appartenir préalablement à une organisation militante. Ce qui a manifestement évolué, c'est donc la possibilité d'une critique du pouvoir des médias dominants qui emprunte des formes davantage individualisées n'ayant plus comme préalable de s'appuyer sur une structure collective (pensons par exemple à Prinkipo Recriweb, Des bassines et du zèle, Danactu Résistance, etc.).

Parallèlement à cette ouverture des mobilisations informationnelles, on observe une plus grande subjectivité des formats médiatiques alternatifs produits en ligne. L'humour, le détournement, la parodie et le remix constituent autant de manières de propulser des messages à forte visibilité, d'alerter et d'agir sur les représentations dominantes. Les formes de l'expression publique trouvent plus facilement à s'assouplir, mais vont de pair avec des formes de figuration et d'affirmation de soi plus singulières. L'une des difficultés majeures est alors de réussir à s'attacher des publics qui ne se résument plus seulement à un cénacle de militants préalablement convaincus, mais sont susceptibles d'apprécier cet investissement citoyen de production d'information. Il s'agit aussi d'adouber les demandes de confirmation d'estime de soi qui sous-tendent cette pratique. Ce recouvrement d'intérêts à la fois généraux et personnels enjoint les producteurs alternatifs d'information à trouver un équilibre entre ce qu'ils proposent et ce qu'ils sont, ainsi qu'entre leurs activités en ligne et leur vie hors ligne. Si d'aucuns utilisent des pseudonymes et travaillent à la séparation étanche des pratiques, d'autres, au contraire, cherchent l'intégration publique de leurs activités et de leurs identités. La réussite et la pérennité de ces entreprises semblent tenir à la gestion de stabilités multiples entre l'individuel et le collectif, le singulier et le général, le *online* et le *offline*, etc. Il s'agit donc de mettre en œuvre des compétences particulières qui concernent l'aptitude à maintenir une compatibilité entre des formes symboliques à forte charge civique et des facettes singulières de soi, dans un espace de parole composite accueillant des publics susceptibles de ratifier ces deux aspects.

Internet facilite la publicisation des expériences, des interprétations et des revendications des groupes militants, des mouvements sociaux, mais aussi, plus récemment, de simples citoyens. Les espaces ainsi ouverts se construisent contre le formalisme de la mise en publicité des médias dominants, mais ils se défient également toujours davantage des formes d'encadrement militant de

la parole. Avec plus ou moins de succès, ils participent au renouvellement des formats d'énonciation comme à celui des espaces d'interlocution et contribuent à faire évoluer les modalités de production de l'espace public. En France, ces nouvelles formes de mobilisation informationnelle viennent toutefois davantage en complément qu'en substitution de celles des acteurs collectifs de la critique sociale. Au sein des sociétés où les marges de liberté et d'initiatives, aussi bien des personnes isolées que des groupes organisés, sont moindres, elles tendent à occuper une place plus centrale. Certains mouvements populaires récents tendraient à démontrer que, du fait de leur caractère décentralisé, immédiat et réactif, elles illustrent la volonté de convaincre de nouveaux publics et sont ainsi susceptibles de donner naissance à des formes d'association dont les activités peuvent dépasser la production de biens symboliques d'information *on-line* pour s'incarner dans des pratiques *off-line* d'expérimentation et de mobilisation. Il faut néanmoins rappeler que ces nouvelles scènes de formation collective de la volonté citoyenne continuent de dépendre de dynamiques qui ne sauraient être cantonnées aux espaces symboliques, fussent-ils numériques.

#### RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

---

- CARDON Dominique et GRANJON Fabien (2010), *Médiactivistes*, Presses de Sciences Po, Paris.
- GRANJON Fabien (2001), *L'Internet militant. Mouvement social et usages des réseaux télématiques*, Apogée, Rennes.
- (2005), « Attac-info : entre communauté d'action et espace de représentation. Ethnographie d'un média "alter" lors du Forum social mondial 2003 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 79, p. 70-76.
- GRANJON Fabien et TORRÈS Asdrad (2012), « R@S : la naissance d'un acteur majeur de l'Internet militant français », *Le Temps des médias*, n° 18, p. 87-98.
- KERGOAT Danièle (1994), « De la jubilation à la déréliction. L'utilisation du Minitel dans les luttes infirmières (1988-1989). Note de travail », *Futur antérieur*, n° spécial, p. 73-101.
- MATHIEU Lilian (2004), *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*, Textuel, Paris.
- TRAUTMANN Flore (2001), « Internet au service de la démocratie ? Le cas d'Attac », *Les Cahiers du CEVIPOF*, n° 30.